Il ressort d'un nouveau rapport conjoint de l'OCDE, de l'Organisation mondiale de la santé (OMS) et de la Banque mondiale que des services de santé de faible qualité freinent l'amélioration de la santé dans les pays, quel qu'en soit le niveau de revenu.

À l'heure actuelle, on constate dans tous les pays des erreurs médicamenteuse ou de diagnostic, des traitements inadaptés ou inutiles, des structures ou des pratiques cliniques inadaptées ou dangereuses, ou encore des prestataires de soins de santé qui manquent de formation et de compétences.

La situation est pire dans les pays à revenu faible ou intermédiaire, où 10 % des patients hospitalisés risquent de développer une infection pendant leur séjour, contre 7 % dans les pays à revenu élevé. Ces infections pourraient facilement être évitées grâce à une meilleure hygiène et un usage approprié des antimicrobiens. Dans le même temps, un patient sur dix est victime de complications pendant son traitement médical dans les pays à revenu élevé.

Et ce ne sont là que certains des éléments mis en lumière dans Delivering Quality Health Services – a Global Imperative for Universal Health Coverage. Le rapport montre également que les maladies associées à des soins de mauvaise qualité font peser des dépenses supplémentaires sur les familles et les systèmes de santé.

Si on constate certains progrès dans l'amélioration de la qualité des soins, par exemple en ce qui concerne le taux de survie au cancer et aux maladies cardiovasculaires, les coûts socio-économiques imputables à des soins de faible qualité, notamment en termes d'incapacité prolongée, de déficience et de perte de productivité, se chiffrent en milliers de milliards de dollars chaque année.

«Faute de services de santé de qualité, la couverture maladie universelle n'est qu'une vaine promesse», a déclaré le Secrétaire général de l'OCDE, M. Ángel Gurría, avant d'ajouter : «les avantages économiques et sociaux sont évidents et nous devons mettre bien davantage l'accent sur l'investissement dans la qualité si nous voulons renforcer la confiance dans les services de santé et donner à chacun la possibilité d'utiliser des services de santé de qualité élevée et centrés sur la personne.».

« L'OMS est déterminée à faire en sorte que chacun, partout, puisse bénéficier de services de santé au moment et là où il en a besoin », a précisé M. Tedros Adhanom Ghebreyesus, Directeur général de l'OMS. « Nous sommes également déterminés à veiller à ce que ces services soient de qualité élevée. Il est évident qu'il ne peut y avoir de couverture maladie universelle sans services de santé efficaces. »

« Aucun pays ne peut se permettre d'offrir des services de santé de faible qualité et dangereux pour la santé - laquelle est au cœur même du capital humain », a souligné M. Jim Yong Kim, Président du Groupe de la Banque mondiale, en faisant remarquer que « les

pauvres sont les premiers à être pénalisés par des services de santé de faible qualité, ce qui est économiquement intolérable pour les familles comme pour les pays. ».

Le rapport présente d'autres résultats marquants, qui dressent un tableau d'ensemble des problèmes de qualité des services de santé dans le monde :

• Les professionnels de santé de sept pays africains à revenu faible et intermédiaire n'ont été capables de faire un diagnostic correct que dans un tiers à trois quarts des cas, et les recommandations cliniques applicables aux pathologies courantes ont été suivies dans moins de 45 % des cas en moyenne.

• Les recherches menées dans huit pays caribéens et africains enregistrant des taux de mortalité élevés ont montré que les services de santé efficaces et de qualité pour les mères et les enfants sont bien plus rares que ne le laissent supposer les indicateurs d'accès aux soins. À titre d'exemple, à peine 28 % des soins prénatals, 26 % des services de planning familial et 21 % des services pédiatriques sont jugés « efficaces » dans les pays concernés.

• Environ 15 % des dépenses hospitalières des pays à revenu élevé sont liés à des erreurs de traitement ou à des maladies nosocomiales.

Les trois Organisations mettent en avant les mesures urgentes que doivent prendre les pouvoirs publics, les services de santé et leur personnel, aux côtés des citoyens et des patients, pour améliorer la qualité des services de santé. Les autorités doivent montrer le chemin en mettant en place des politiques et des stratégies efficaces en faveur de la qualité des soins de santé. Les systèmes de santé devraient mettre l'accent sur la qualité de la couverture santé et s'appuyer sur l'expérience des patients pour renforcer la confiance.

Il serait souhaitable de donner aux citoyens les moyens et les informations nécessaires pour prendre eux-mêmes une part active aux décisions en matière de santé et à l'élaboration de nouveaux modèles d'organisation qui répondent aux besoins de leurs collectivités locales. Quant aux professionnels de santé, ils devraient considérer les patients comme des partenaires et s'engager à fournir et à utiliser des données à l'appui de l'efficacité et de la sécurité des soins qu'ils fournissent.

Le rapport complet est disponible sur le site www.oecd.org